[Prénom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

Mr ou Mme le/la Délégué(e) départemental de l'ANPE

[Adresse Destinataire]
[Code Postal][VILLE]
Paris, le 28/07/2026

Objet : Recours préalable contre la décision de radiation de la liste des demandeurs d'emploi notifiée le [date de la notification]

Madame, Monsieur,

Inscrit auprès de vos services sous l'identifiant [numéro d'identifiant France Travail], je viens de recevoir votre courrier du [date de la décision] m'informant de ma radiation de la liste des demandeurs d'emploi à compter du [date d'effet], pour le motif suivant : [motif exact mentionné dans la notification]. Par la présente, je forme un recours préalable contre cette décision et vous demande le réexamen de mon dossier.

Cette décision me paraît injustifiée. Le [date des faits], je n'ai pu [me présenter au rendez-vous fixé avec mon conseiller / donner suite à l'offre d'emploi qui m'était proposée] en raison de [maladie, panne de transport, convocation reçue après la date de l'entretien ou autre empêchement à préciser]. Il s'agit d'un motif légitime, indépendant de ma volonté, et non d'un manquement à mes obligations.

Dès que cela m'a été possible, j'ai prévenu mon conseiller, [nom du conseiller], par [téléphone / courriel] le [date]. Vous trouverez joints à ce courrier les justificatifs correspondants : [pièce 1 : certificat médical ; pièce 2 : justificatif de transport ; pièce 3 : copie du message adressé à mon conseiller]. Ces pièces établissent ma bonne foi.

Ma recherche d'emploi, par ailleurs, n'a jamais cessé : [nombre] candidatures adressées au cours des dernières semaines, [nombre] entretiens obtenus, actualisation effectuée chaque mois. Les copies de ces démarches sont également jointes, et je reste disposé à me présenter à tout rendez-vous que vous voudrez bien me fixer.

Je vous demande en conséquence de bien vouloir annuler la radiation prononcée à mon encontre, de procéder à ma réinscription à la date d'effet initiale et de rétablir le versement de mon allocation pour la période écoulée. Cette suspension me place en effet dans une situation financière difficile.

À défaut de réponse favorable dans un délai de deux mois, je saisirai le médiateur régional de France Travail puis, s'il le faut, le tribunal administratif compétent. J'espère toutefois qu'un réexamen attentif de mon dossier rendra ces démarches inutiles.

Restant à votre disposition pour tout entretien ou complément d'information, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prénom][NOM]

Signature